

Fermer des villages plutôt que soutenir leur développement : échec de l'administration foncière et enseignements durables d'une expérience québécoise

Francis ROY, Québec, Canada

MOTS-CLÉS : Administration foncière, Aménagement du territoire, Déplacements forcés, Déclin rural, Politiques publiques, Mémoire territoriale

1. RÉSUMÉ

Dans les années 1960, le Québec connaît une transformation profonde de son appareil d'État dans le cadre de la Révolution tranquille. Cette modernisation technocratique s'appuie sur des approches centralisées de planification, fondées sur la rationalisation économique et l'optimisation de l'exploitation des ressources. L'aménagement du territoire et l'administration foncière deviennent alors des leviers majeurs de l'action publique.

Le présent article analyse l'expérience du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), vaste projet de planification régionale visant à enrayer le déclin économique de l'Est du Québec. À partir d'études territoriales approfondies, le BAEQ propose une restructuration radicale de l'occupation de l'espace, incluant la fermeture de nombreux villages et paroisses jugés non viables. Plus d'une centaine de communautés sont visées, avec des injonctions de relocalisation et la récupération des terres par l'État.

L'article examine les conséquences sociales, territoriales et administratives de cette politique, ainsi que la forte mobilisation populaire incarnée par les Opérations Dignité. Si seules une douzaine de communautés sont effectivement fermées, les déplacements imposés génèrent des traumatismes durables et laissent des traces matérielles et symboliques profondes dans le paysage.

Plus de cinquante ans plus tard, cette expérience constitue une source majeure d'enseignements pour les pratiques contemporaines de l'administration foncière et de l'aménagement du territoire. Elle met en évidence les limites des approches technocratiques descendantes et souligne l'importance de la participation des populations, de l'attachement au territoire et de la mémoire collective dans une gouvernance foncière durable.

Fermer des villages plutôt que soutenir leur développement : échec de l'administration foncière et enseignements durables d'une expérience québécoise

Francis ROY, Québec, Canada

2. INTRODUCTION

Au cours des années 1960, le gouvernement du Québec engage un vaste processus de modernisation de l'État, communément désigné sous le nom de Révolution tranquille. Cette transformation touche l'ensemble des champs d'intervention publique : santé, éducation, développement économique, énergie, mais aussi aménagement du territoire et administration foncière. La planification territoriale devient un outil central de l'action gouvernementale, fondé sur des analyses quantitatives et une rationalité technocratique émergente.

L'Est du Québec est alors perçu comme une région en situation de déclin économique, marquée par l'exode démographique, la fragilité de ses économies locales et une faible diversification des activités. Face à ce constat, les gouvernements du Québec et du Canada lancent conjointement une initiative inédite de planification régionale : le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ). Son mandat consiste à repenser l'organisation territoriale de la région en fonction de son potentiel économique, principalement lié à l'exploitation des ressources naturelles.

3. LE BAEQ ET LA PLANIFICATION TERRITORIALE CENTRALISÉE

Le BAEQ s'appuie sur un vaste ensemble d'études de caractérisation portant sur la population, les activités économiques, les infrastructures et les ressources naturelles. Ces travaux visent à fournir une base scientifique à une réorganisation jugée rationnelle et efficiente du territoire, conforme aux principes de la planification moderne.

Toutefois, les conclusions tirées de ces analyses conduisent à des recommandations particulièrement brutales. De nombreux villages et paroisses sont classés comme non viables et destinés à disparaître. Les résidents reçoivent des ultimatums les enjoignant à quitter les lieux, au terme desquels l'État prévoit de récupérer les terres concédées pour les intégrer au domaine public. Plus d'une centaine de communautés sont concernées par ces orientations.

Cette approche considère le territoire comme un simple support de l'optimisation économique, en faisant abstraction des dimensions sociales, culturelles et identitaires des espaces habités.

4. RÉACTIONS SOCIALES ET OPÉRATIONS DIGNITÉ

Les projets de fermeture de villages suscitent une vive opposition dans l'Est du Québec. Les populations locales s'organisent collectivement au sein des Opérations Dignité, mouvements de contestation exprimant un attachement profond au territoire et un refus des déplacements forcés imposés au nom de la rationalité administrative.

Go away, we're closing! When land administration closes off territories instead of supporting their development. A story of a Quebec wound (14114)

Francis Roy (Canada)

2 of 4

Ces mobilisations portent un message fondamental, toujours d'actualité dans les pratiques d'aménagement : le territoire est avant tout vécu, habité et construit par les populations qui l'occupent. L'aménagement ne peut se réduire à un exercice technique sans prise en compte de la justice sociale, de l'identité territoriale et des savoirs locaux.

Sous la pression populaire, une partie importante des fermetures envisagées est finalement abandonnée.

5. MISE EN ŒUVRE ET CONSÉQUENCES TERRITORIALES

Malgré la mobilisation, une douzaine de villages et de paroisses sont effectivement fermés à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Les populations sont déplacées, souvent dans des conditions vécues comme traumatisantes, et des communautés anciennes sont démantelées.

Les territoires abandonnés sont progressivement reconquis par la nature, tout en conservant des traces visibles de l'occupation humaine passée. Chemins, surfaces défrichées, ruines et cimetières constituent autant de témoins matériels de ces implantations effacées. Ces paysages portent une mémoire territoriale inscrite dans l'espace.

6. ENSEIGNEMENTS POUR L'ADMINISTRATION FONCIÈRE CONTEMPORAINE

Plus de cinquante ans après les ordres d'éviction, l'expérience du BAEQ demeure une référence incontournable dans les débats relatifs à l'administration foncière et à l'aménagement du territoire. Elle met en lumière les risques associés aux processus décisionnels descendants, fondés exclusivement sur des critères économiques et techniques.

Aujourd'hui, la mémoire de ces événements est entretenue à travers des expositions, des conférences et des productions théâtrales, traduisant une volonté collective de reconnaissance et de réparation symbolique. Ce cas souligne l'importance d'une gouvernance foncière participative, respectueuse de l'attachement au territoire et intégrant pleinement les dimensions sociales de l'aménagement.

7. CONCLUSION

La fermeture de villages dans l'Est du Québec constitue un cas emblématique des limites d'une administration foncière centralisée et technocratique. Bien qu'animées par des objectifs de développement régional, les politiques du BAEQ ont engendré des traumatismes sociaux et des cicatrices territoriales durables.

Cette expérience démontre que l'administration foncière et l'aménagement du territoire ne peuvent être envisagés comme de simples exercices techniques. Ils relèvent fondamentalement de processus humains, inscrits dans l'histoire, la mémoire collective et l'identité des territoires. Une gouvernance foncière durable repose nécessairement sur le dialogue avec les populations et la reconnaissance des territoires vécus.

Go away, we're closing! When land administration closes off territories instead of supporting their development. A story of a Quebec wound (14114)
Francis Roy (Canada)

3 of 4

RÉFÉRENCES

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Francis Roy est chercheur à l'Université Laval (Québec, Canada). Ses travaux portent sur l'administration foncière, l'aménagement du territoire et les dimensions sociales des politiques spatiales.

CONTACTS

Francis ROY Université Laval Québec CANADA

Courriel : francis.roy@scg.ulaval.ca